



## Conseil économique et social

Distr. générale  
8 décembre 2009  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de statistique

#### Quarante et unième séance

23-26 février 2010

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Points pour information : statistiques agricoles**

### **Rapport du Groupe de Wye sur les statistiques du développement rural et du revenu des ménages tiré de l'agriculture**

#### **Note du Secrétaire général**

Comme la Commission de statistique le lui a demandé à sa quarantième session\*\*, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre le rapport du Groupe de Wye sur les statistiques du développement rural et du revenu des ménages tiré de l'agriculture. Ce rapport est présenté à la Commission pour information. La Commission est invitée à en prendre note.

---

\* E/CN.3/2010/1.

\*\* Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2009, Supplément n° 4 (E/2009/24)*, chap. I.A.



## Rapport du Groupe de Wye sur les statistiques du développement rural et du revenu des ménages tiré de l'agriculture

1. Le Groupe de Wye sur les statistiques du développement rural et du revenu des ménages tiré de l'agriculture a été créé par la Commission de statistique des Nations Unies à sa 38<sup>e</sup> séance, tenue du 27 février au 2 mars 2007, après que le trente-huitième Groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques agricoles eut réalisé le manuel intitulé *Rural Households's Livelihood and Well-being: Statistics on Rural Development and Agriculture Household Income*<sup>1</sup>. Ce groupe s'est attaché, ces deux dernières années, à mettre ce manuel à jour, à en étendre la portée au-delà du principal groupe de pays actuellement traité, à savoir les pays membres de l'OCDE, et à mettre en perspective sous des angles divers la nature changeante de l'activité agricole et le type de données requis pour comprendre et suivre ces tendances.

2. Le Groupe de Wye a tenu sa seconde réunion annuelle à Rome les 11 et 12 juin 2009 pour y recueillir des documents et des propositions en vue de la mise à jour du manuel. Les résultats attendus de cette réunion étaient les suivants : mettre en exergue les questions qui se posent actuellement dans le domaine des statistiques rurales pour les pays se trouvant à différents niveaux de développement; partager les bonnes pratiques et identifier les applications possibles des nouveaux outils dans le domaine des statistiques rurales dans les pays se trouvant à différents stades de développement; et convenir d'un plan de travail, d'une table des matières provisoire et d'une série de contributions pertinentes aux fins de la mise à jour du manuel. À cette réunion étaient présents plus de 60 participants venus d'organisations internationales, de bureaux nationaux de statistique ou d'administrations et d'universités. Au total, 14 pays, dont bon nombre de pays en développement, et 27 organisations étaient représentés.

3. La réunion de Rome a été organisée en trois séances : 1) changement de paradigme rural : questions émergentes et nouveaux besoins en matière de données; 2) innovation, nouveaux outils et résultats dans le domaine des statistiques rurales; 3) questions touchant aux statistiques du développement rural et du revenu des ménages tiré de l'agriculture dans les pays se trouvant à différents stades de développement. Des résumés de documents sont fournis à l'annexe 1. L'ordre du jour détaillé de la réunion et tous les documents peuvent être consultés sur le site Web de la Food and Agricultural Organization (FAO), à l'adresse suivante : [http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/pages/rural/wye\\_city\\_group/2009/index.htm](http://www.fao.org/fileadmin/templates/ess/pages/rural/wye_city_group/2009/index.htm).

4. Au cours de la dernière séance de leur réunion, les participants sont parvenus à un consensus selon lequel le travail de mise à jour serait étroitement lié à la Stratégie mondiale en matière de statistiques agricoles et rurales, actuellement élaborée sous l'égide de la Commission de statistique des Nations Unies, et comporterait deux volets, à savoir une révision et un supplément du manuel, le supplément portant essentiellement sur les pays non membres de l'OCDE qui se trouvent à différents niveaux de développement. Il a également été décidé que le premier projet de révision et de supplément serait soumis et examiné à la prochaine réunion du Groupe de Wye, qui doit se tenir en mai 2010 à Washington.

---

<sup>1</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente E.07.II.E.M.

5. Un comité directeur composé de 16 membres a été créé pour orienter la préparation de la mise à jour. Il comprenait des représentants des organisateurs de la seconde réunion du Groupe de Wye, des experts des milieux universitaires et des représentants de pays en développement (Brésil, Chine, Inde, Ouganda) et de l'Europe orientale. En outre, un comité de rédaction a été constitué avec des représentants de la FAO, de l'ERS (Service de recherche économique du Ministère de l'agriculture des États-Unis) et de la Banque mondiale, plus deux rédacteurs, l'un pour la révision, l'autre pour le supplément. Les rédacteurs seront épaulés par deux assistants de recherche que la FAO se charge de recruter et de financer.

6. Les chapitres nécessitant une mise à jour, une révision ou une nouvelle rédaction aussi bien dans la partie révision que dans la partie supplément ont été identifiés. Le supplément, en particulier, portera principalement sur les questions de fond concernant la pauvreté et la faim dans le milieu rural, les méthodes de groupement de pays, l'évaluation des sources de données, l'analyse des études de cas et des bonnes pratiques, etc. D'autres révisions seront examinées à la prochaine réunion du Groupe de Wye, en mai 2010.

7. La Banque mondiale a proposé d'apporter son appui au travail de révision et au supplément du manuel et de prendre en charge les frais afférents. Pour ce faire, elle a demandé des fonds supplémentaires au Fonds de tutelle pour la Stratégie mondiale. La révision et le supplément seraient publiés, dans un premier temps, uniquement sous format électronique et affichés sur le site Web de la FAO.

8. Le comité directeur est également convenu d'un plan de travail détaillé pour la préparation de la révision et du supplément, avec le calendrier suivant :

- L'ERS et la FAO présenteront un projet de proposition pour relier le travail du Groupe de Wye et la Stratégie mondiale pour les statistiques agricoles et rurales d'ici à la fin août 2009;
- Une demande de confirmation écrite des engagements volontaires pour rédiger des sections/chapitres dans le cadre de la révision et du supplément du manuel sera présentée à la fin de l'été 2009;
- Les contributions seront présentées aux rédacteurs en février 2010;
- Les chapitres destinés à la partie révision et au supplément du manuel seront examinés à la réunion du Groupe de Wye qui se tiendra à Washington en mai 2010;
- La mise à jour définitive sera présentée à la cinquième Conférence mondiale sur les statistiques agricoles à Kampala, en octobre 2010.

9. Selon les données de novembre 2009, des progrès ont été accomplis dans les domaines suivants :

- Les grandes lignes de la révision et du supplément ont été rédigées et distribuées;
- Un appel à prendre l'engagement formel de rédiger un chapitre ou une section aux fins de la mise à jour du manuel a été adressé à divers auteurs potentiels;

- Des assistants de recherche ont été sélectionnés et recrutés par la FAO pour seconder les deux rédacteurs;
  - Un projet de demande de fonds supplémentaires au Fonds de tutelle pour la Stratégie mondiale de la Banque mondiale a été préparé.
10. La prochaine réunion du Groupe de Wye doit se tenir en mai 2010 à Washington et sera organisée et accueillie par l'ERS et la Banque mondiale.

## Annexe

### **Compte rendu succinct des séances de la deuxième réunion du Groupe de Wye sur les statistiques du développement rural et du revenu des ménages tirés de l'agriculture, Rome, les 11 et 12 juin 2009**

#### **Séance plénière 1 : changement de paradigme rural : questions émergentes et nouveaux besoins en matière de données**

##### **Aperçu**

1. Les participants à cette séance ont examiné la complexité croissante de la relation entre l'activité agricole et le bien-être dans les pays membres et non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Tous les documents, de manière générale, s'appuyaient sur des comparaisons internationales pour traiter de questions diverses : évolution de la structure de gouvernance; nature évolutive de l'activité agricole traditionnelle; changement dans la répartition de la main-d'œuvre par rapport à cette notion traditionnelle de l'agriculture et des activités « non agricoles ». Une idée qui revenait sans cesse est qu'il y avait lieu de repenser les types de données nécessaires pour comprendre et suivre ces tendances, tant pour la recherche que pour la mise en œuvre des politiques.

##### **Documents et présentations**

*Définition des zones rurales aux fins du suivi des politiques de revenu : étude de cas « Méditerranée », Giancarlo Lutero (en collaboration)*

2. Les auteurs analysent les facteurs qui déterminent les importantes différences dans les niveaux de revenu entre zones rurales et zones urbaines dans tous les pays du pourtour méditerranéen. Cette différenciation spatiale a pour caractéristique intéressante de couvrir des régions similaires du point de vue géographique et, souvent, culturel. Les différences entre zones rurales et zones urbaines se retrouvent dans tous les pays, ce qui démontre le bien-fondé de telles divisions territoriales pour les classifications économiques et pour l'examen des politiques.

3. Aussi bien les auteurs que le public ont relevé un certain nombre de données qui leur paraissaient essentielles pour mieux tenir compte des comparaisons internationales en matière de bien-être. Les auteurs ont relevé plusieurs différences importantes dans la méthode de collecte de données, celle-ci pouvant avoir une incidence notable sur les résultats de leur analyse. Des membres du public se sont penchés sur la question de savoir dans quelle mesure les différences constatées sur le plan du revenu pouvaient s'expliquer par la densité de l'activité agricole, une mesure difficile à appréhender à travers les données disponibles.

*Propriété, gouvernance et mesure du revenu des exploitations  
et des ménages agricoles : données probantes provenant  
d'enquêtes nationales, James Johnson (en collaboration)*

4. S'agissant du processus décisionnel dans l'agriculture, l'approche traditionnelle privilégiait la centralité de l'exploitant unique et du ménage qui lui est associé. Une approche contemporaine admet une conception beaucoup plus complexe où plusieurs propriétaires, ménages et autres parties prenantes participent au processus décisionnel et se partagent le revenu de leur activité selon des formules qui ne sont pas bien appréhendées dans de nombreuses enquêtes agricoles. Les auteurs analysent cette évolution de la structure de gouvernance dans l'agriculture au Canada, aux États-Unis, en Italie et aux Pays-Bas en s'appuyant sur les enquêtes nationales effectuées dans chaque pays. Ils attestent que l'approche fondée sur le propriétaire/unité décisionnelle unique est encore répandue à en juger par la proportion de propriétés agricoles, mais qu'elle contribue pour une faible part à la production.

*Diversification et multifonctionnalité en Italie et aux Pays-Bas : analyse  
comparative, Cristina Salvioni (en collaboration)*

5. Face à la crise qui a frappé le modèle productiviste de l'agriculture, les producteurs ont de plus en plus diversifié leurs activités économiques, notamment celles qui sont étroitement liées à l'activité agricole, celles qui concernent uniquement l'utilisation d'une ressource commune et celles afférentes à des activités non agricoles. Pour comprendre comment les producteurs contemporains s'y prennent pour maintenir un revenu et constituer, aujourd'hui encore, une partie du tissu du développement rural, les auteurs s'appuient sur la classification des activités proposée par Van Der Ploeg et Roep et utilisent les données du Réseau d'information comptable agricole (RICA) concernant les Pays-Bas et l'Italie pour étudier et comparer la diffusion des stratégies d'élargissement, d'approfondissement et de pluriactivité dans ces deux pays. Il en ressort que les exploitants agricoles de ces pays appliquent pour l'essentiel les stratégies examinées, mais que le panachage de ces stratégies ainsi que la fréquence de leur application varient, en partie en fonction des informations disponibles. La discussion a consisté, pour une part importante, à établir des caractérisations de ces stratégies, notamment sur la question de savoir si la pluriactivité consistait réellement à étendre l'activité du domaine agricole au domaine non agricole, sachant que cette expansion s'opère souvent (voire plus souvent) en sens inverse.

*Sources de données et améliorations qualitatives des statistiques  
du revenu des ménages tiré de l'agriculture dans 27 pays  
de l'Union européenne, Berkeley Hill (en collaboration)*

6. Deux paradigmes sur lesquels étaient fondées la collecte et l'analyse de données agricoles par le passé, à savoir la centralité de l'agriculture dans l'activité économique rurale, et la prédominance de l'unité agricole constituée par le propriétaire unique, ont été entièrement reconsidérés ces dernières années. L'auteur relate les efforts déployés par les pays européens pour revoir leurs activités d'enquête à la lumière des nouvelles réalités et des difficultés majeures qui ont fait obstacle à la pleine mise en œuvre d'initiatives importantes. On le doit pour beaucoup à l'arrivée des nouveaux États membres de l'Union européenne, dont bon nombre se différencient nettement par la structure de la propriété agricole, par leurs institutions et par leur l'activité concernant l'emploi.

## Débats

7. Un aspect qui revenait systématiquement dans les exposés concernait les limites importantes – identifiées au cours de la séance – des données actuelles pour saisir les tendances nouvelles dans la gestion agricole et le bien-être des ménages. Ainsi, dans le document de Luterio, un certain nombre de participants ont considéré que les richesses étaient une mesure du bien-être plus fiable à long terme que le revenu, tout en reconnaissant que la méthode de collecte de données pour mesurer les richesses était souvent inadéquate. Même si cette méthode de mesure est juste, les différentes façons de collecter des données pour établir des indicateurs empêchent d’appréhender de manière correcte et exhaustive ce qui différencie les divers processus économiques au plan international. Cependant, chacun s’accorde à dire qu’il vaut mieux encore disposer d’une mesure suboptimale que de n’en avoir aucune.

8. Un débat général a eu lieu sur la difficulté de recueillir des données permettant d’extrapoler des résultats politiquement sensibles. Les statisticiens pourvoient aux besoins de responsables politiques, lesquels sont probablement plus attentifs aux conflits qu’une analyse pourrait éventuellement entraîner; cependant, les responsables politiques doivent également élaborer et mettre en œuvre des programmes et politiques qui tiennent compte des nouvelles réalités.

## Séance 1a (tenue en parallèle) : Différents points de vue sur la diversification et les revenus non agricoles

### Aperçu

9. Cette séance avait pour principal objectif d’examiner différents résultats liés aux revenus non agricoles et à la diversification des moyens d’existence ruraux. Les documents mettaient en exergue différentes caractéristiques des schémas de revenu ruraux en indiquant les causes, notamment en Inde, où les données montrent que la participation des femmes aux activités rurales non agricoles n’a pas augmenté, ainsi qu’au Canada, où la participation accrue de la main-d’œuvre féminine aux revenus agricoles est le principal facteur à l’origine du déclin des revenus agricoles des ménages. La séance a également examiné des questions concernant les données ainsi que le cadre méthodologique nécessaire pour mesurer plus précisément les revenus ruraux. Un document a aussi indiqué la nécessité de fonder le processus décisionnel sur une bonne analyse statistique et sur des indicateurs fiables.

### Documents et présentations

*Diversification des moyens de subsistance en milieu rural et questions concernant sa mesure : Inde, Rajiv Mehta*

10. Le cadre de référence du Groupe de Wye postule que le revenu unique tiré d’activités agricoles explique l’incidence de l’extrême pauvreté. Le document examine les aspects de la diversification des moyens de subsistance en milieu rural, le panachage des activités économiques agricoles et non agricoles en tant que paradigme du développement pour améliorer les moyens d’existence et le bien-être des ménages ruraux. Les contraintes liées à la spécificité structurelle du monde rural en termes de dotation de ressources et de facteurs de production sont mises en exergue, ainsi que les options pratiques pour les surmonter, notamment le renforcement du pouvoir d’action et des conditions de sécurité pour améliorer les

possibilités de diversifier les moyens de subsistance. Le document fournit une description détaillée des données disponibles sur les aspects multiples de la diversification de l'activité économique en milieu rural et sur les questions de mesure en Inde.

*Ménages associés à des exploitations agricoles : certains aspects socioéconomiques, Ray Bollman (Statistique Canada)*

11. Statistique Canada a utilisé ses bases de données sur les liens entre l'agriculture et la population sur une période allant de 1971 à 2006 pour évaluer et étudier le rôle de ces deux facteurs dans l'accroissement du revenu non agricole des ménages associés à des fermes de recensement. L'étude a porté sur les causes susceptibles d'expliquer l'accroissement de la part de travail non agricole pour le propriétaire et d'autres membres de la famille, signalé par les exploitants de fermes de recensement. Cet accroissement résulte en partie d'une polarisation de la structure des exploitations agricoles, qui se traduit par un plus grand nombre de petites et de grandes exploitations. Un objectif subsidiaire consistait à expliquer comment s'est créé le lien entre l'agriculture et la population et à évaluer la contribution apportée par cette base de données à l'analyse de la politique agricole et rurale.

*Mesurer la viabilité sociale et économique des communautés rurales – démarche de politique générale, Pippa Gibson*

12. Le Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Royaume-Uni a établi un certain nombre d'indicateurs pour mesurer l'objectif stratégique qu'est la viabilité sociale et économique des communautés rurales. Ce document examine des indicateurs qui ont été choisis pour évaluer cet objectif et qui sont organisés selon deux volets principaux : le premier concerne les grands secteurs d'action des pouvoirs publics : éducation, santé, lutte contre la pauvreté et aide au logement. Le second est axé sur la productivité, appuyée par un ensemble d'indicateurs couvrant le revenu, l'emploi, l'investissement et l'entreprise.

## **Séance 1b (tenue en parallèle) : Élaboration de méthodes améliorées d'enquête sur le milieu rural et agricole**

### **Aperçu**

13. Cette séance parallèle a examiné deux questions ayant trait à la collecte et à l'interprétation des données statistiques du développement rural et du revenu des ménages tiré de l'agriculture. Le premier document portait sur les Normes internationales d'information financière (IFRS), un ensemble de normes qui prescrit les méthodes applicables à la mesure du revenu au niveau de l'entreprise. Le second document relatait les expériences menées en Chine en vue d'instaurer une agriculture intégrée et un réseau de statistiques rurales. Il n'y avait pas de rapport direct entre les deux documents, mais l'un comme l'autre ont fourni des indications très précieuses pour la mise à jour du manuel.



## **Documents et présentations**

### **Données d'expérience relatives à l'utilisation des Normes internationales d'information financière pour le calcul du revenu tiré de l'agriculture, Koen Boone**

14. Les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont élaborées dans la profession comptable pour mesurer correctement le revenu et les actifs des entreprises. Plus de 100 pays ont adopté ces normes, notamment les pays membres de l'Union européenne et de nombreux pays en développement. Il existe un processus de convergence avec les normes comptables des États-Unis. La Norme comptable internationale 41 traite de certaines questions agricoles spécifiques comme l'évaluation des ressources biologiques. Elle a permis d'effectuer de nombreuses avancées dans le domaine des normes comptables, en introduisant notamment la notion de la « juste valeur » des ressources biologiques.

15. Ce document examine l'introduction, depuis 2001, des normes IFRS dans les données du RICA concernant les Pays-Bas. Il démontre l'applicabilité des normes IFRS et indique que deux questions ont récemment fait débat. La première concerne l'introduction de variations de valeur d'un cheptel reproducteur dans les indicateurs de revenu (comme le prévoit la notion de « juste valeur »). Cela implique que le revenu augmente parallèlement à l'augmentation des prix du cheptel reproducteur. La question de la dépréciation du quota laitier : la suppression du quota laitier entraînerait une baisse beaucoup plus importante des niveaux de revenu, le quota devant être dévalorisé dans le compte de résultats.

16. La discussion a fait apparaître que les normes IFRS sont un instrument utile pour orienter le débat sur la mesure du revenu et des richesses, y compris dans les statistiques. Ces normes sont potentiellement un moyen très utile de normaliser les calculs du revenu au sein du secteur agricole, mais aussi les calculs comparatifs du revenu entre ce secteur et d'autres. Toutefois, on a constaté que dans de nombreux systèmes de collecte de données, soit on mesure le revenu et les richesses sur la base de notions de revenu d'ordre fiscal, soit la méthodologie utilisée pour déterminer le revenu n'apparaît pas clairement.

### **Promotion d'une agriculture intégrée et d'un système de statistiques rurales en Chine, Yu Xinhua et Yan Fang**

17. La Chine est un vaste pays agricole où 930 millions de personnes (70 % de la population) vivent en zone rurale. La Chine est en pleine mutation et il importe, d'un point de vue stratégique, que le milieu rural et l'agriculture évoluent pour assurer le développement durable du pays. Le système statistique de la Chine comprend tout un ensemble d'indicateurs qui reflètent l'état et l'évolution de l'agriculture, des zones rurales et de la population rurale. Il comprend trois volets principaux : les statistiques agricoles, les statistiques rurales et les statistiques des ménages ruraux. Le document décrit divers efforts déployés pour perfectionner le système statistique, notamment par la mise en place de systèmes intégrés d'enquête auprès des ménages ruraux et urbains, et pour améliorer les enquêtes sur la production agricole grâce à des technologies de pointe, à des données de meilleure qualité concernant les comptes économiques et les prix, à la coordination au sein du système et aux nouveaux outils de gestion de la qualité.

18. Les participants à la séance ont décidé que les documents pouvaient constituer la base d'un élargissement et d'un développement plus détaillé du manuel. Le document sur les normes IFRS pourrait être remanié dans une section au début de la partie II afin d'approfondir la mesure du revenu et des richesses. Le document de la Chine constituerait une bonne base pour faire l'objet, dans la partie I, d'un encadré sur les meilleures pratiques en matière d'innovation dans un vaste pays en pleine mutation.

## **Séance plénière 2 : Innovation, nouveaux outils et résultats pour les données rurales**

### **Aperçu**

19. Cette séance portait sur les nouvelles technologies d'obtention de données rurales et agricoles. Les documents ont été classés en deux catégories : diffusion et collecte. Les documents traitant de l'utilisation des nouvelles technologies de diffusion de données ont été présentés dans les documents de George et Barcaroli. L'application de nouvelles technologies pour la collecte de données est examinée dans le document de Smith (téléobservation) et dans celui de Doumbia (technologie du GPS).

### **Documents et présentations**

#### **Agro-MAPS : Représentation cartographique des statistiques infranationales sur l'utilisation des sols à l'échelle planétaire, Hubert George (en collaboration)**

20. Agro-MAPS est un système d'information interactif accessible par Internet sur l'utilisation des sols, conçu spécialement à l'appui de plusieurs applications mondiales importantes pour lesquelles sont requises des données statistiques infranationales sur les cultures, la superficie moissonnée et les rendements. Ce système permet aux utilisateurs de rechercher et explorer en mode interactif les données statistiques géoréférencées sous forme de cartes et, par la suite, de télécharger les données et les cartes d'un pays ou d'une région. Les données peuvent aussi faire l'objet d'un traitement interactif sur le site Web d'Agro-MAPS pour obtenir une représentation cartographique de cultures d'importance locale et régionale. Les applications dans le domaine de l'utilisation des sols qui touchent au développement rural couvrent un large éventail d'aspects importants au plan national et mondial : sécurité alimentaire et pauvreté, gestion durable des sols, changement climatique, élaboration et planification de politiques. Cet exposé décrivait également les possibilités d'utilisation des données d'Agro-MAPS pour établir certains indicateurs de l'utilisation des sols et caractériser des cartes mondiales des systèmes de production (agricole).

21. Au cours de la discussion, l'intérêt de telles données a été remis en question au motif que les données imputées n'offrent pas le même niveau de précision que les données directement observées. Cependant, toutes les données observées dans le cadre du projet ont déjà été publiées et recueillies directement auprès de chaque pays, les données du système FAOSTAT n'étant pas collectées au niveau infranational. Les cartes seraient mises à jour tous les 6 à 12 mois.

**Utilisation combinée de la téléobservation et des méthodes d'enquête pour la production de statistiques agricoles, de statistiques d'utilisation des sols et d'autres types de statistiques : applications actuelles et possibilités futures, Jeffrey Smith (en collaboration)**

22. Les avantages de la téléobservation par rapport aux enquêtes par échantillonnage ont été analysés, ainsi que la question de savoir si le système de téléobservation était suffisamment opérationnel pour ne pas avoir besoin de recourir à des enquêtes pour obtenir des variables essentielles. Des questions concernant le coût de la téléobservation ont également été soulevées, car si une telle technique exonère les exploitants de la charge administrative, elle entraîne, en revanche, des coûts en logiciels. L'élément vérification au sol de cette méthodologie pourrait améliorer la précision et permettrait de faire l'économie de certaines enquêtes.

**Adoption de variétés de riz améliorées dans les petites exploitations rizicoles de Côte d'Ivoire – étude d'impact, Sékou Doumbia (en collaboration)**

23. La question de l'amélioration des rendements par l'irrigation et par l'emploi d'herbicides et d'engrais a été soulevée. Puis, par référence au document de Smith, les possibilités de recours à la téléobservation pour identifier les cultures associées ont été examinées. Il a été suggéré que cette technique pourrait s'appliquer lorsque les champs sont de taille raisonnable, encore que certaines cultures caractérisées par un certain type de fleur ou de feuille soient plus faciles à identifier, et peut-être différentes variétés de riz seraient-elles plus difficiles à distinguer. La question de l'avantage que présentent les enquêtes par rapport au système mondial de localisation (GPS) pour s'assurer la collaboration des agriculteurs a également été abordée.

**Adoption de logiciels libres pour la diffusion de données statistiques sur le Web, Giulio Barcaroli et Leonardo Tininini (en collaboration)**

24. Le débat a tout d'abord porté sur les utilisateurs de cette technologie; à l'instar de l'Institut national italien de statistique (ISTAT), des pays comme le Kosovo et la Bosnie ont adhéré à ce système. Il a également été question du contrôle de la divulgation que requiert un tel système, et de la question de savoir si les utilisateurs eux-mêmes devraient avoir accès à l'ensemble des données et appliquer leurs propres règles de divulgation ou si le système devrait contrôler les aspects de divulgation avant la diffusion des données. Tininini a confirmé que, dans le cas du système d'ISTAT, c'est la seconde méthodologie qui a été adoptée.

**Séance 2a (tenue en parallèle) : Collecte de données**

**Documents et présentations**

**Données statistiques et objectifs : une méthodologie appropriée de collecte de données, Massimiliano Gallina**

25. Dans ce document, un protocole a été élaboré pour choisir la meilleure source permettant de produire des statistiques dans des situations moins qu'idéales. Il part du principe que, dans la plupart des cas, on ne dispose pas de l'argent nécessaire

pour réaliser une nouvelle enquête exhaustive, et qu'il convient, par conséquent, d'établir les données statistiques sur la base des meilleures sources (administratives) disponibles. Un classement par priorité des sources a été présenté, depuis les sources officielles utilisées par le gouvernement jusqu'aux données très fragmentaires, en passant par les données statistiques sans valeur. Au cours de la discussion, on a fait valoir que, parfois, les sources officielles du gouvernement ne sont pas tout à fait fiables et qu'elles n'ont pas toujours la préférence. Ce protocole prévoit notamment, et c'est là un élément essentiel, que l'on fasse appel à une équipe d'experts locaux pour procéder à l'évaluation des sources disponibles. Ces derniers devront avoir une bonne connaissance de la situation locale, de l'agriculture et des revenus tirés de ce secteur et, de préférence, bien connaître les sources potentielles.

**La nature évolutive des exploitations familiales aux États-Unis et en Europe : les incidences pour la collecte de données, Mary Ahearn (en collaboration)**

26. Le document d'Ahearn a examiné l'évolution structurelle des exploitations agricoles. Par le passé, la plupart des exploitations étaient de type familial, l'exploitant étant aussi le propriétaire. Aujourd'hui, les exploitations ont diversifié leurs structures d'organisation. Ainsi, elles peuvent avoir plusieurs exploitants, possédant ou non une partie de la ferme, comme elles peuvent avoir plusieurs propriétaires. L'agriculture contractuelle gagne également du terrain. Cette évolution a d'importantes conséquences en ce qui concerne les indicateurs utilisés dans un pays donné, surtout si l'on établit des comparaisons entre plusieurs pays. Outre les aspects examinés, on peut observer des différences importantes dans la structure des exploitations. En témoigne la comparaison entre les données néerlandaises, italiennes et américaines concernant le nombre, la taille et la pluriactivité des exploitations. Les auteurs conseillent aux rédacteurs du manuel d'élaborer, pour les deux parties consacrées aux zones rurales et aux revenus agricoles, un cadre conceptuel intégré qui permette de prendre en compte l'évolution structurelle des exploitations agricoles et des ménages. Ce cadre devrait constituer la base de futurs travaux sur les indicateurs. Les rédacteurs sont convenus avec les auteurs qu'un cadre intégré serait bienvenu, mais aussi très difficile à élaborer. Ils ont indiqué avoir même envisagé, dans un premier temps, de produire deux manuels séparés.

**Séance 2b (tenue en parallèle) : Technologies et données rurales**

**Documents et présentations**

**L'agriculture biologique italienne et le développement rural  
Analyse de données d'enquête sur la structure des exploitations agricoles, Giampaola Bellini et Simona Ramberti**

27. L'analyse effectuée à partir de données d'enquête sur la structure des exploitations agricoles a fait apparaître les bons résultats de l'agriculture biologique pour l'année 2005 dans les domaines environnemental et socioéconomique. En fait, ces exploitations n'adoptent pas seulement des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement – comme celles suggérées par la loi –, mais

semblent aussi avoir des effets positifs sur le plan socioéconomique, contribuant ainsi à améliorer le développement rural dans son ensemble.

28. D'un point de vue statistique, l'enquête sur la structure des exploitations agricoles s'est révélée une source de données appropriée sur les variables environnementales et socioéconomiques normalisées, qui se rapportent toutes à une exploitation unique, de sorte qu'elles se prêtent à l'analyse multidimensionnelle.

**Mesurer les parcelles de culture à l'aide du GPS :  
données statistiques probantes, Gabriele Palmegiani**

29. Ce document visait à déterminer la pertinence statistique de la méthode consistant à mesurer les parcelles de culture à l'aide du GPS, par rapport à la méthode traditionnelle, c'est-à-dire avec mètre et compas. Les procédures utilisées pour cette étude ont abouti aux conclusions principales suivantes : la première de ces procédures, à savoir la méthode par inférence inconditionnelle, a permis de constater que, du point de vue de l'équivalence statistique, seul le GPS Garmin 60 donnait des résultats statistiquement équivalents à ceux obtenus par la méthode traditionnelle. S'agissant de l'estimation des parcelles, la méthode traditionnelle tend à produire des estimations plus élevées que toutes les méthodes de mesure par GPS. La seconde procédure, à savoir la méthode par inférence conditionnelle, a permis de constater que, du point de vue de l'équivalence statistique, les p-valeurs empiriques aboutissent à la même conclusion que les valeurs théoriques, à savoir que seules les estimations des parcelles de culture à l'aide d'un GPS Garmin 60 donnent des résultats statistiquement équivalents à ceux obtenus par la méthode traditionnelle.

30. S'agissant de l'estimation des parcelles de culture, on ne peut extraire aucune indication concernant les mesures élevées obtenues par la méthode d'inférence conditionnelle, de sorte que le résultat obtenu par la méthode d'inférence inconditionnelle reste valable.

31. Le document conclut que, dans la mesure où les méthodes d'estimation par GPS reviennent globalement à moins cher que la méthode traditionnelle avec mètre et compas, il est fortement recommandé d'utiliser le GPS 60 pour réduire les coûts des enquêtes agricoles.

**Approche globale ou approche détaillée de la mesure  
du revenu des ménages ruraux tiré de l'agriculture  
dans les statistiques officielles italiennes : application  
pour l'Albanie, Domenico Ciacci**

32. Le document porte essentiellement sur les données provenant de micro et macrosources sur le revenu des ménages agricoles en Italie et en Albanie. Après un bref historique de ces statistiques au sein de l'Union européenne, l'approche italienne de la mesure du revenu a été exposée. Il a été démontré que cette même approche peut s'appliquer à des pays comme l'Albanie, où l'on dispose de données statistiques limitées.

**Conclusions du document**

33. Dans l'avenir proche, il sera nécessaire d'étendre au niveau des régions (niveau 2 de la nomenclature des unités territoriales statistiques) les indicateurs du revenu des ménages tiré de l'agriculture utilisés en Italie, en s'appuyant sur les nouvelles données disponibles. Cette démarche novatrice permettra aux responsables politiques d'optimiser les interventions territoriales visant à soutenir le revenu des ménages, y compris par le biais de politiques de solidarité, en prêtant une attention particulière aux besoins des populations rurales.

34. Il conviendrait également de prêter une plus grande attention aux ménages agricoles de la catégorie « B », un groupe vulnérable qui ne cesse de croître. Il importe d'orienter les politiques au niveau territorial en fournissant des informations statistiques sur les services existants, sur les possibilités de s'assurer un revenu supplémentaire par une activité exercée au sein et en dehors de l'exploitation, en encourageant les membres en âge de travailler de ce groupe à s'investir au niveau du territoire et à élaborer des mesures concrètes qui puissent déboucher sur un revenu intégré leur permettant de vivre.

35. L'évolution future des aspects du développement rural et l'extension des observations de terrain des zones rurales devraient permettre d'affiner davantage les enquêtes de base, de corréliser le développement rural et l'impact des politiques sur les ménages agricoles et les zones rurales du territoire. Le fait qu'Eurostat et les États membres donnent la priorité aux statistiques du revenu des ménages agricoles déterminera dans une large mesure, à l'avenir, des choix et interventions appropriés en faveur des sujets (ménages) qu'il convient de protéger et d'encourager à s'investir dans le territoire.

36. La situation des nouveaux États membres engagés dans le processus d'harmonisation, tels que l'Albanie, est très différente. Il ressort de l'analyse des ménages pauvres que la population la plus pauvre est rurale, mais que le fossé qui la sépare de la population urbaine ne cesse de se réduire. En bref, l'expérience décrite est un exemple d'application et de transposition de la méthodologie statistique à d'autres réalités, même si l'on dispose de données limitées les concernant.

**Séance plénière 3 : Questions relatives  
au développement rural et aux statistiques  
du revenu des ménages dans les pays se trouvant  
à différents niveaux de développement****Aperçu**

37. Cette séance plénière avait pour principal objectif d'examiner des questions relatives à la collecte et à l'interprétation de statistiques du développement rural et du revenu des ménages dans des pays se trouvant à différents niveaux de développement. Le niveau de développement d'un pays se répercute de trois façons sur la méthode de collecte des statistiques, leur analyse et leur utilisation. Tout d'abord, il détermine dans une large mesure la taille du secteur rural, exprimée par le nombre de personnes concernées et par la contribution de l'agriculture et des activités connexes à l'économie nationale. Deuxièmement, le niveau de développement détermine le niveau technologique et la mesure dans laquelle les activités de production sont déterminées par le lieu et l'environnement où elles sont

menées. Troisièmement, le niveau de développement a une incidence importante sur la manière dont nombre de pays ont pu investir dans leur système de statistiques et, par conséquent, dans leur capacité à collecter, compiler et utiliser les statistiques du développement rural et du revenu des ménages tiré de l'agriculture.

### **Séance 3**

38. La séance 3 de la réunion du Groupe de Wye qui s'est tenue à Rome en juin 2009 a illustré plusieurs aspects de ces trois composantes et démontré les types de difficultés à surmonter pour mener à bien la mise à jour du manuel, axée sur une prise en compte des besoins des pays à faible revenu. Il y avait quatre documents : l'un d'eux traitait du problème consistant à mesurer et comprendre la pauvreté rurale dans un pays en développement, en l'occurrence l'Inde; un deuxième document montrait comment on utilisait, au Canada, les archives et registres administratifs pour analyser l'évolution longitudinale des ménages agricoles; et deux autres, qui portaient essentiellement sur des études multipays. Cependant, ces documents ainsi que le débat auquel ils ont donné lieu ont permis de montrer en quoi le manuel présentait déjà un intérêt pour l'ensemble des pays et dans quelle mesure il avait besoin d'être élargi et développé plus en détail.

### **Documents et présentations**

#### **Estimation de la pauvreté rurale : débat fondé sur le cas de l'Inde, Chatterjee Shankar**

39. Ce document portait sur les données nationales de la pauvreté rurale en Inde, par référence à l'enquête nationale par échantillonnage effectuée en 2004/05. Cela fait longtemps que l'Inde réalise des études et des enquêtes auprès des ménages; l'Organisation nationale d'enquête par échantillonnage est d'ailleurs l'un des tout premiers organismes d'enquête au monde. Cette longue expérience a permis de constituer une longue série de données chronologiques sur la pauvreté pour les différents états et territoires, et le document retrace sommairement l'évolution de la pauvreté rurale au cours des 30 dernières années. S'il y a eu des progrès notables au plan national, le tableau pour l'ensemble des états est plus mitigé, certains ayant fait des progrès substantiels pendant que d'autres sont à la traîne. Ce document décrit un certain nombre de programmes de réduction de la pauvreté et présente également plusieurs études de cas pour en illustrer l'impact. Il fait aussi valoir qu'une meilleure compréhension de la pauvreté rurale et de ses nombreuses caractéristiques nécessite des données aussi bien qualitatives que quantitatives.

#### **Prise en compte de la diversité des sources de données sur le revenu rural dans les pays en développement : l'expérience du projet RIGA, Ana Paula de la O Campos et Alberto Zezzo (en collaboration)**

40. Ce document traitait de ces questions et indiquait les enseignements qu'en a retirés le projet RIGA (activités rurales génératrices de revenus) de la FAO, aussi bien pour la construction d'agrégats de revenus aux fins de comparaisons transnationales que pour les résultats dérivés de cet exercice. Parmi les principaux aspects de l'estimation du revenu figuraient la catégorisation des méthodes appropriées pour traiter l'aspect des coûts, ainsi que la nécessité de consigner les impôts et les abattements dans les enquêtes sur le revenu. À propos de la conception

des questionnaires d'enquête, le document a examiné des aspects tels que l'utilisation appropriée des périodes de référence, la nécessité de disposer d'échelles d'équivalence et la cohérence requise dans les unités et le codage. Enfin, les enseignements tirés de l'analyse transnationale du projet RIGA ont permis de mettre en lumière la diversification du revenu rural et d'identifier différentes définitions du ménage rural, en fonction desquelles les résultats des analyses du revenu peuvent varier.

**Les familles agricoles, les familles rurales et urbaines non agricoles et l'incidence du faible revenu au Canada, David Culver (en collaboration)**

41. Le Canada dispose d'une mine de données sur le revenu des familles agricoles et des familles rurales et urbaines. Les dossiers fiscaux fournissent des données annuelles et longitudinales sur le revenu des familles canadiennes. On les utilise pour illustrer la complexité inhérente à la comparaison entre les niveaux de revenus familiaux et à l'opération de mesure de l'incidence du faible revenu. Lorsque l'échantillon était limité aux couples avec enfants, ce sont les familles urbaines qui avaient le revenu médian le plus élevé. Cependant, lorsque l'analyse portait sur toutes les familles et sur tous les individus, le revenu médian des couples avec enfants était nettement plus élevé que celui des familles non agricoles. La fréquence du faible revenu peut également varier en fonction de la méthode utilisée pour le déterminer. Les données longitudinales relatives au revenu des familles agricoles présentent des avantages importants par rapport aux données annuelles dans la mesure où elles permettent de suivre la même famille pendant plus d'une année. Les données longitudinales sont particulièrement importantes lorsqu'on examine le revenu des familles dirigeant des exploitations de grande et de très grande taille.

**Collecte d'informations sur le revenu total des ménages dans le cadre d'une enquête agricole « par branche » : aspects méthodologiques et perspectives d'avenir, Benedetto Rocchi**

42. Ce document plaide pour que les questions relatives au revenu total des ménages soient prises en compte dans les enquêtes agricoles qui utilisent l'exploitation ou la ferme comme unité de dénombrement. Il explique aussi comment présenter les liens entre les activités agricoles et la stratégie globale de revenu du ménage dans un cadre de matrice de comptabilité sociale (MCS). Ce type de modèle offre un moyen de classer les activités de production en fonction de critères techniques, et les institutions en fonction de critères socioéconomiques. L'identification de ce groupe de ménages agricoles résulte donc de la combinaison d'une classification par branche et d'une classification par secteur. Ce document fait ensuite valoir que le bon niveau pour enquêter sur ce lien structurel (et le représenter sous forme de modèles) est l'unité de production. Dans l'agriculture, cette unité est l'exploitation ou la ferme.

**Débat et conclusions**

43. Les documents précités ont fait l'objet d'un vaste débat. Les participants sont convenus que nombre des questions soulevées devraient être abordées dans les futures éditions ou versions du manuel, tout en reconnaissant que le cadre conceptuel est rationnel et s'applique plus ou moins à tous les pays, quel que soit



leur niveau de développement. Les principales notions de revenu telles qu'elles sont définies par le Groupe Canberra semblent être à la fois pertinentes et applicables dans tout un éventail d'environnements différents; ce dont on a besoin, c'est un vaste catalogue d'études de cas et d'exemples illustrant les possibilités d'utilisation et d'application de ces notions dans différents pays. Il semblerait aussi que l'on doive davantage débattre des méthodes et procédures statistiques, notamment celles qui peuvent s'appliquer efficacement dans des conditions moins qu'idéales.

44. Les participants sont également convenus que ces documents pourraient servir de base pour élargir et détailler le manuel. Les domaines concernés pourraient être les suivants :

- L'importance et l'utilisation des données longitudinales pour étudier la dynamique du revenu et de la pauvreté;
- Relier les informations provenant d'études quantitatives et qualitatives;
- La nécessité de dresser un inventaire des principales notions utilisées dans les différents pays, avec des exemples, si possible;
- La question de savoir s'il convient de mesurer le revenu ou la consommation en tant qu'indicateurs de bien-être et les problèmes qui se posent en rapport avec les envois de fonds, les flux de capitaux et les variations de stocks;
- Le rôle de cadres tels que la matrice de comptabilité sociale en tant que dispositif permettant d'agrèger en forme intégrée des données de sources différentes et de repérer les incohérences et disparités que ces données présentent;
- Comment traiter l'aspect consommation interne de la production du ménage agricole et les problèmes d'évaluation qui y sont associés.

### **Séance 3a (tenue en parallèle) : Mesurer la sécurité et la pauvreté alimentaires**

45. Les documents examinés pendant cette séance traitent de différents aspects de la mesure de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de l'exclusion sociale. Ces trois notions peuvent s'observer chez le même individu, mais il existe aussi des liens aux niveaux communautaire et régional. Les trois documents approfondissent toute une série d'aspects concernant la technique de mesure, y compris les seuils à établir pour déterminer le nombre et le pourcentage de personnes pauvres ou souffrant de l'insécurité alimentaire. L'exposé de Sibrian rattachait les seuils de pauvreté aux besoins minimums d'apports énergétiques. Celui de Bienkunska présentait la mesure et le diagnostic de la pauvreté et de l'exclusion sociale en milieu rural comme des difficultés indissociables. Les enquêtes réalisées par le Bureau central de statistique polonais prévoient une mesure annuelle systématique ainsi qu'une analyse multidimensionnelle à peu d'années d'intervalle. Pour les pays dont un pourcentage important de la population vit dans des fermes, il importe de savoir si l'analyse couvre seulement le revenu monétaire ou si elle inclut aussi la consommation naturelle. Les statistiques de l'exclusion sociale sont complexes et le but de l'enquête sur la cohésion sociale est de recueillir des informations à l'appui d'une évaluation exhaustive de la qualité de vie des Polonais et d'une analyse de la relation avec la pauvreté.

46. Les aspects traités dans chaque document ont un rapport avec les chapitres du manuel consacrés aux statistiques rurales. Les responsables politiques s'intéressent au plus haut point à la mesure de la pauvreté, et la réduction de celle-ci est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement. Les parties méthodologiques du document portent sur les notions qu'il convient de mesurer, sur les techniques statistiques et sur les seuils de pauvreté. L'exemple de la Pologne formalise la mesure de l'exclusion sociale et apporte un éclairage sur les indicateurs communautaires.

### **Documents et présentations**

#### **Les indicateurs de la sous-alimentation et de l'extrême pauvreté alimentaire aux niveaux national et infranational, Ricardo Sibrian**

47. Les indicateurs permettant de mesurer la pauvreté alimentaire et la sous-alimentation sont utiles pour comprendre l'insécurité alimentaire aux niveaux national et infranational. Le document a examiné deux indicateurs : la proportion de la sous-alimentation et celle de l'extrême pauvreté alimentaire. Ces deux indicateurs sont fondés sur des critères nutritionnels sous-jacents et dérivés des données relatives à la consommation alimentaire et au revenu recueillies au cours d'enquêtes nationales. La proportion de la sous-alimentation est l'indicateur 1.9 des objectifs du Millénaire pour le développement, qui est fondé sur la distribution de la consommation de calories; la proportion de l'extrême pauvreté alimentaire est un indicateur qui relie la sous-alimentation à la pauvreté alimentaire sur la base de la distribution des revenus. Ce lien est la notion du besoin énergétique alimentaire minimal utilisée dans la méthodologie de la FAO comme valeur limite dans la distribution de la consommation de calories pour estimer la sous-alimentation. La ligne de démarcation de la pauvreté alimentaire pour estimer la proportion de l'extrême pauvreté alimentaire est le niveau de revenu critique, lequel correspond au coût du besoin énergétique alimentaire minimal, fondé sur une alimentation équilibrée en nutriments énergétiques, accessible aux groupes de population à faible revenu. Cette alimentation équilibrée en macronutriments se réfère aux recommandations d'une consultation d'experts de l'OMS et de la FAO sur le régime alimentaire, la nutrition et la prévention des maladies chroniques qui s'est tenue à Genève en 2002. Des exemples illustrent les résultats des deux indicateurs pour un échantillon de pays.

#### **Pauvreté et exclusion sociale dans les zones rurales polonaises : tentative de diagnostic et difficultés liées à la méthode de mesure, Anna Bienkunska et Monika Borawska**

48. Les différences dans le développement socioéconomique observées entre les zones urbaines et rurales polonaises et entre certaines régions du pays ont également été confirmées par les statistiques de la pauvreté et de l'exclusion sociale. La partie méthodologique du document décrit les techniques de mesure utilisées par les services officiels de statistique du pays dans le domaine de la pauvreté et de l'exclusion sociale, notamment l'évaluation des sources de données de base. Certaines difficultés de comparaison internationale de la pauvreté y sont examinées. La deuxième partie du document présente un diagnostic précis sur la pauvreté et sur certains aspects de l'exclusion sociale dans les zones rurales polonaises, et plus particulièrement sur les moyens utilisés pour mesurer le niveau de pauvreté, notamment diverses valeurs seuils. Plus d'un tiers de la population polonaise vit en

zone rurale et les enquêtes du Bureau central de statistique polonais confirment que, ces dernières années, un tiers des habitants des zones rurales était au bord de l'extrême pauvreté. En 2007, 10,5 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, établi sur la base du minimum de subsistance (contre 4 % dans les villes). Les taux de pauvreté les plus élevés en milieu rural ont été observés dans les familles sans ressources propres, vivant de subsides sociaux autres que le versement d'une retraite ou d'une pension. La pauvreté varie également d'une région à l'autre et en fonction des caractéristiques socioéconomiques des zones rurales polonaises.

**Mesure de la sous-alimentation : analyse comparative entre méthodes paramétriques et non paramétriques fondée sur une enquête agricole au Burkina Faso, Moussa Kabore (document soumis mais non présenté)**

49. Ce document compare les deux principales méthodes utilisées pour mesurer l'insécurité alimentaire à partir de données provenant d'une enquête alimentaire et agricole effectuée au Burkina Faso en 2006. La méthode paramétrique estime la sous-alimentation en admettant par hypothèse que la consommation alimentaire suit une distribution log-normale. La méthode non paramétrique estime la proportion de personnes sous-alimentées sur la base de données individuelles. Ce document montre une convergence des deux méthodes selon la loi des grands nombres. La méthode non paramétrique permet de soumettre le statut de sous-alimentation des ménages à une analyse croisée faisant intervenir d'autres variables socioéconomiques et d'assurer le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement au niveau infranational.

**Séance 3b (tenue en parallèle) : Vers un ensemble d'indicateurs de base**

**Documents et présentations**

**Perspective des pays en développement : sélection d'un ensemble d'indicateurs de base pour le contrôle et l'évaluation du développement agricole et rural dans des conditions moins qu'idéales et incidences pour le système statistique des pays, Naman Keita (en collaboration)**

50. Il a été fait une présentation sommaire des principaux thèmes examinés dans le récent rapport de la Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural, de la FAO et de la Banque mondiale intitulé « Suivi des résultats dans des conditions moins qu'idéales pour l'agriculture et le développement rural : manuel de suivi et d'évaluation »

**Indices composites du développement et de la pauvreté en tant que phénomènes multidimensionnels : application aux indicateurs associés aux objectifs du Millénaire pour le développement, Matteo Mazziotta (en collaboration)**

51. Il est très difficile de mesurer le développement ou la pauvreté en tant que phénomènes multidimensionnels, compte tenu de la multitude de problèmes théoriques, méthodologiques et empiriques. Cet ensemble d'indicateurs donne des

informations complètes, mais l'aspect multidimensionnel peut compliquer la lecture et l'analyse des résultats. La possibilité d'avoir une mesure unidimensionnelle permettant de résumer cette information – pour la rendre immédiatement compréhensible et interprétable – peut simplifier grandement l'analyse et la lecture des données relatives à des phénomènes complexes. C'est pourquoi nous proposons en option un nouvel indice composite (indice de Mazziotta-Pareto) qui, à partir d'une agrégation linéaire, introduit des pénalités pour les pays ou les zones géographiques présentant des indicateurs « déséquilibrés ». Afin d'illustrer par un exemple une application de l'indice de Mazziotta-Pareto, nous examinons un ensemble d'indicateurs permettant de mesurer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et présentons une comparaison entre la méthodologie fondée sur l'indice du développement humain, la méthodologie fondée sur l'indice de la pauvreté humaine et la méthodologie fondée sur l'indice de Mazziotta-Pareto.

52. L'essentiel du débat avait trait à la philosophie des diverses options existantes pour choisir des coefficients de pondération permettant d'obtenir un indice composite. Même l'utilisation des prix du marché en tant que coefficient de pondération dans un indice de prix composite revient à supposer que le prix a un rapport direct avec la valeur du produit. Au cours de la discussion, les auteurs ont renvoyé à une note de leur document faisant référence à A. Sen, qui estime que le choix des coefficients de pondération devrait se faire selon un processus démocratique transparent et ouvert à toute participation.

53. En ce qui concerne le document de Keita, il a été proposé que le nom de chaque indicateur définisse la variable (par exemple, une ligne d'un tableau), puis un autre élément du tableau (par exemple, des colonnes) définirait la grille géographique dans laquelle ladite variable devrait être portée (exemple : zones rurales, zones urbaines, toutes zones).

#### **Séance 4 : La voie à suivre pour compléter le manuel**

54. Un document de Hill et Karlsson intitulé « Discussion on the Handbook – Preview of the Handbook update » a été présenté. En suivant la table des matières du manuel, le document indiquait quels chapitres et sous-chapitres il convenait de réviser ou d'ajouter. Il précisait aussi que le manuel, en l'état, présentait un déficit d'analyses et de bonnes pratiques concernant les pays en développement. D'où la nécessité d'y insérer toute une nouvelle section traitant d'aspects spécifiques à ces pays. À cette fin, le document examinait les problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement du fait de l'absence de données de base, et donc aussi d'indicateurs de base, ainsi que l'ont mis en évidence une évaluation externe du système statistique de la FAO et le document présenté par la FAO/Banque mondiale sur le thème : *Selecting a core set of indicators for monitoring and evaluation in agriculture and rural development in less-than-ideal conditions* (Choisir un ensemble d'indicateurs de base permettant de suivre et d'évaluer le développement agricole et rural dans des conditions moins qu'idéales). Une telle démarche suppose, d'une part, une dose de prudence dans les recommandations relatives aux séries de données et aux indicateurs et, d'autre part, une assistance de la part des organisations internationales et des pays donateurs afin que l'on puisse mettre l'accent sur le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques. Les pays

en développement étant loin d'être homogènes, on doit nécessairement traiter divers groupes de pays se trouvant à différents stades de développement économique.

55. Dans le discours liminaire de cette séance, l'historique du manuel a été rappelé ainsi que la manière dont les travaux ont été organisés et menés à bien. En ce qui concerne la révision et la mise à jour du manuel, il est proposé de créer un comité de rédaction. Outre ce comité, pour les travaux, on ferait appel à :

- Du personnel détaché (qui pourrait être basé à la FAO ou dans les pays d'origine de ces personnes) par des organisations statistiques nationales ou d'autres organismes nationaux s'intéressant à l'agroéconomie et aux statistiques agricoles;
- Des stagiaires originaires d'universités, basés de préférence à la FAO;
- Des experts du Groupe de Wye pour apporter des contributions à la rédaction/révision de chapitres, sous-chapitres et études de cas.

56. Il a été souligné que la mise à jour devait être reliée à la Stratégie mondiale des statistiques agricoles, laquelle contiendra des recommandations concernant les indicateurs de base, les séries de données et les méthodologies à privilégier sur le plan mondial.

57. Quant au calendrier des travaux de mise à jour du manuel, il a été proposé de procéder selon les étapes suivantes :

- Réunion satellite de l'Institut international de statistique sur les statistiques agricoles, qui se tiendra à Maputo en août 2009. La Stratégie mondiale sera présentée à l'occasion de cette manifestation. Les travaux de révision/mise à jour du manuel devront être étroitement coordonnés avec la Stratégie mondiale;
- Réunion de Groupe de Wye qui se tiendra à Washington en avril/mai 2010 et sera organisée par le Service de recherche économique (ERS) du Ministère de l'agriculture des États-Unis et la Banque mondiale. Étant donné la période prévue pour cette réunion, les auteurs des chapitres et sous-chapitres devraient soumettre leurs contributions au rédacteur en février 2010 au plus tard;
- La mise à jour définitive devrait être présentée à la cinquième Conférence mondiale sur les statistiques agricoles (ICAS V) à Kampala, en octobre 2010.

58. Parmi les questions qu'il est proposé d'inclure dans le travail de révision et de mise à jour, on peut citer les suivantes :

- Les aspects politiques de la pauvreté et de la faim;
- La définition des groupes de pays;
- Un examen plus approfondi des sources de données (pour les pays en développement, il vaut mieux se pencher sur l'absence de séries de données de base);
- Les méthodologies, y compris les nouvelles technologies;
- Les données recensées pour le développement rural et le revenu des ménages pour les pays en développement sont similaires à ce qui a été fait pour les pays de la Commission économique pour l'Europe et de l'OCDE;

- Études de cas concernant les bonnes pratiques (Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Inde et Royaume-Uni. L'Italie et les Pays-Bas, selon les documents présentés à la réunion);
- Lien avec la Stratégie mondiale;
- Définitions de tous les types d'exploitation (exploitation familiale et non familiale);
- Système de collecte de données qui permette de prendre en compte les constantes mutations structurelles des exploitations et des ménages.

59. Quant aux chapitres devant faire l'objet d'une révision ou d'une mise à jour, les suivants ont été proposés (en plus de ceux que mentionnait le document de Hill et Karlsson) :

Chapitre II	Les aspects spécifiques aux pays en développement
Chapitre IV	Se réfère aux propositions contenues dans la Stratégie mondiale. Inclure la téléobservation et d'autres outils innovants
Chapitre VII	Nécessite une révision à l'effet d'inclure un ensemble d'indicateurs de base ainsi que l'ensemble des indicateurs proposés dans la Stratégie mondiale et dans le document de la FAO/Banque mondiale : <i>Selecting a core set of indicators for monitoring and evaluation in agriculture and rural development in less-than-ideal conditions</i>
Chapitre VIII	Un cadre unifié pour les ménages agricoles de tous les pays, indépendamment de leur niveau de développement. Il devrait également approfondir la complexité d'une exploitation, qu'elle soit de type familial ou non familial, ainsi que les activités s'inscrivant dans la multifonctionnalité.
Chapitre IX-XIII	Révision, ajouts et mises à jour pour tenir compte des pays en développement, notamment en ce qui concerne la vulnérabilité des pays à faible revenu et les risques associés, les indicateurs de consommation, la perspective sexospécifique et les politiques du logement au service du développement rural

### **Réunion restreinte du Comité directeur**

60. La dernière séance de la réunion du Groupe de Wye était une séance de travail restreinte des auteurs susceptibles d'apporter des contributions à la révision et au supplément du manuel, au cours de laquelle devaient être prises des décisions concernant les prochaines étapes et l'organisation des travaux.

61. Il a été dit qu'ERS assurerait les fonctions de secrétariat du Groupe de Wye et la coordination du Comité directeur puisqu'il accueillera la troisième réunion du Groupe de Wye en 2010, probablement avec une contribution du Service national de statistiques agricoles des États-Unis.

62. Il a été décidé qu'un comité directeur et un comité de rédaction seraient mis en place pour superviser les travaux afférents à la révision et au supplément du manuel.

63. Le Comité de rédaction serait composé de Berkeley Hill (rédacteur en chef et rédacteur pour la révision du manuel) et de Graham Eele (rédacteur pour le supplément).

64. En tant que dépositaire du manuel, la FAO publiera la révision et le supplément sur son site Web.

65. La révision commencera dès que le Comité directeur se sera mis d'accord sur les chapitres à réviser et que les auteurs se seront engagés à rédiger tels ou tels chapitres ou sections.

66. Mesures et prochaines étapes :

- La FAO enverra au ERS les tables de matières provisoires avec les nouveaux sujets pour la partie révision et la partie supplément du manuel, aux fins de distribution au Comité directeur;
- Une fois les auteurs identifiés, la FAO leur distribuera la dernière version électronique du manuel en format MS-Word (.doc);
- La FAO rédigera et distribuera le rapport final de la réunion d'ici au 10 juillet, le soumettra, avant diffusion, au Groupe de Wye pour avis et commentaire et fera rapport à la Commission de statistique des Nations Unies;
- L'ERS demandera aux auteurs de confirmer par écrit qu'ils s'engagent à rédiger, d'ici à la troisième semaine de juillet, les sections/chapitres destinés à la révision ou au supplément du manuel;
- L'ERS élaborera, en consultation avec la FAO et la Banque mondiale, une proposition visant à relier les travaux du Groupe de Wye à la Stratégie mondiale, ainsi qu'un plan de travail et un budget provisoires qui seront distribués au Comité directeur avant d'être présentés à la réunion satellite de l'Institut international de statistique qui se tiendra à Maputo en août 2009.